



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 128

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Chantal Robin-Rodrigo, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

" Je serai le Président de l'augmentation du pouvoir d'achat des Français " (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*) disait le candidat Sarkozy au printemps dernier.

M. Michel Herbillon. Engagement tenu !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Force est de constater que, malheureusement, en quelques mois, le pouvoir d'achat s'est encore dégradé, en particulier pour les Français les plus modestes. Le coût de la vie augmente ("*Les 35 heures !*" sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire) : c'est vrai pour les loyers, qui ont subi une hausse de 3,4 %, très supérieure à l'inflation, alors que le logement représente le premier poste de dépenses des ménages ; c'est vrai aussi pour les matières premières agricoles, qui font flamber les prix des produits alimentaires de base, comme le pain, les pâtes : plus 45 % ; c'est vrai encore avec le prix du gazole et du fioul domestique.

Mais il n'échappe à personne que les Français ne sont pas égaux devant la vie chère, car qui dit pouvoir d'achat dit salaire ou retraite. Or les plus basses de ses rémunérations sont à la traîne ! Votre gouvernement n'a pas jugé utile d'augmenter le SMIC au 1er juillet dernier et n'a pris aucune mesure concernant l'emploi précaire ou partiel dans le budget pour 2008, pas plus qu'il n'a augmenté les plus petites retraites. De plus, vous venez d'instaurer les franchises médicales, qui vont frapper encore une fois le pouvoir d'achat des plus modestes d'entre nous.

Face à l'envolée des prix à la pompe, votre ministre des finances conseille aux Français, avec un certain cynisme, de privilégier la marche, la bicyclette ou le covoiturage.

M. Jean-Marc Roubaud. La question !

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Malheureusement, pour beaucoup d'entre eux, ces solutions sont inadaptées, principalement en zone rurale et de montagne - mais le sait-elle ?

Pendant ce temps, le Gouvernement et sa majorité ont accordé près de 15 milliards d'euros, au titre du paquet fiscal, aux contribuables les plus aisés. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Eh oui ! je sais, ça vous dérange ! ("*La question !*" sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. le président. Madame Robin-Rodrigo, veuillez poser votre question.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. En outre, vous avez jugé opportun d'augmenter le pouvoir d'achat du Président de la République ! Et de façon très substantielle : plus 140 % ! ("*La question !*" sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Les Français rêveraient d'une telle augmentation !

Les Français exigent du concret maintenant. Pourriez-vous, monsieur le Premier ministre, indiquer à la représentation nationale les mesures que vous comptez prendre pour tenir la promesse du candidat Sarkozy ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur plusieurs bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. Chers collègues, je vous rappelle que le dernier intervenant est un député du groupe SRC, et

que, si vous ne lui en laissez pas le temps, il ne pourra pas poser sa question.

La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme*. Madame la députée, M. le Premier ministre a rappelé tout à l'heure que la priorité du Gouvernement reste le pouvoir d'achat, en agissant dans plusieurs directions.

La première direction, c'est l'action sur les salaires. L'ensemble des partenaires sociaux, qui étaient réunis il y a dix jours, autour de Christine Lagarde et de Xavier Bertrand, ont fait ce constat : le principal problème de pouvoir d'achat dans notre pays est lié à l'emploi. L'objectif prioritaire du Gouvernement est donc de ramener le taux de chômage à 5 % à la fin de la législature parce que les 800 000 Français qui retrouveront un emploi amélioreront leur pouvoir d'achat.

Le second élément de réponse en matière de salaires, c'est le dispositif qu'a rappelé le Premier ministre et qui a été voté par la majorité dès cet été : le dispositif relatif aux heures supplémentaires. Madame la députée, je tiens à votre disposition la fiche de paye d'un salarié...

M. Alain Bocquet. Ça suffit !

M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme. ...qui, au mois d'octobre, a effectué quatre heures supplémentaires par semaine. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Quatre heures supplémentaires en passant de 35 heures à 39 heures ! Ce salarié, qui gagne le SMIC, a perçu à la fin du mois d'octobre un salaire supérieur de 182,82 euros à celui du mois précédent ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Voilà une réponse en matière de pouvoir d'achat ! 182 euros par mois, cela fait deux mois de salaire supplémentaires à la fin de l'année !

Enfin, le Premier ministre l'a rappelé, le Gouvernement agit dans le domaine de la compression des charges et des coûts.

M. Maxime Gremetz. Oh ! la la !

M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme. C'est l'objet du projet de loi sur la transparence et la concurrence, notamment dans la grande distribution, qui sera présenté à votre assemblée dans le courant du mois de novembre. Le Président de la République a réuni hier les principaux acteurs du secteur, grands industriels et grands distributeurs. Après avoir fait baisser les produits de grandes marques de 3,47 % depuis 2005, nous entendons, avec plus de transparence, renforcer la concurrence au bénéfice des consommateurs.

M. le président. Monsieur le secrétaire d'État, veuillez conclure.

M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme. Dans de nombreux secteurs, il y a besoin de davantage de transparence au service des consommateurs : je pense à la téléphonie mobile, où les prix ont explosé, et aux banques, où la situation est trop opaque pour les consommateurs. Nous allons rétablir de la transparence, et ce sera au bénéfice des consommateurs.

M. Frédéric Cuveillier. C'est trop long, monsieur le président !

M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme. Vous le voyez, madame la députée, le Gouvernement est totalement mobilisé sur le pouvoir d'achat ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Nouveau Centre.*)

M. le président. Je demande aussi aux membres du Gouvernement de respecter leur temps de parole.

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 128

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Consommation et tourisme

Ministère attributaire : Consommation et tourisme

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 novembre 2007